

dans ce domaine, s'il n'a rien à signaler à la Chambre et au pays à propos du projet de vente de la maison d'édition McClelland and Stewart?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas sûr à quelle responsabilité précise la question fait allusion. Je n'ai aucune déclaration à faire, mais je pense que l'un de mes collègues en a une.

M. Doug Rowland (Selkirk): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je poser la même question au ministre de l'Industrie et du Commerce?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Sauf erreur, le député de Saint-Jean-Est allait poser de nouveau sa question au moyen d'une question supplémentaire, comme le député de Selkirk a voulu faire.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce se levait pour y répondre.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai fait ce que j'avais dit hier, c'est-à-dire que j'ai obtenu autant d'informations que je le pouvais. Tout d'abord, mes fonctionnaires ont communiqué avec M. McClelland, qui confirme que la compagnie est à vendre, qu'on ne songe pas à la vendre à des étrangers. chose très improbable, et que si jamais elle était envisagée, il se mettrait en appert avec moi d'abord. Deuxièmement, le comité interministériel s'est réuni en diverses occasions; ses membres se sont partagé le travail de recherche. Le secrétaire d'État prépare une politique touchant l'édition du livre, qui pourrait fort bien comporter l'établissement d'une société canadienne d'édition.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Pepin: La nouvelle en sera annoncée en temps opportun, de façon appropriée. Dans l'intervalle, soit les 1^{er} et 2 mars, le secrétaire d'État s'entretiendra avec les éditeurs. Le projet, sans nul doute, était en marche depuis déjà un certain temps. Je compte assister moi aussi à la réunion, pour montrer qu'il s'agit d'un problème à la fois culturel et économique. Troisièmement, monsieur l'Orateur, les fonctionnaires de mon ministère s'appliquent à intensifier les exportations; et nous avons chargé M. W. H. Clarke, vice-président de la Clarke Irwin Limited, de nous procurer immédiatement de l'aide à court terme, dans ce domaine. Nous accroissons notre participation aux foires commerciales à l'étranger et nous songeons à y établir des centres canadiens du livre. Quatrièmement, monsieur l'Orateur, ...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je présume que le quatrième point est aussi le dernier. Je constate que le ministre aura l'occasion de formuler son quatrième point grâce à une question supplémentaire que le député de Saint-Jean-Est semble vouloir poser.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire va sans doute permettre au ministre de nous
[M. McGrath.]

exposer son quatrième point. Est-ce du comité interministériel qu'il a mentionné hier que le ministre voulait parler dans sa réponse? Sinon, voudrait-il faire le point pour nous là-dessus, comme il l'a fait dans sa réponse hier à la Chambre?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, l'étude que j'ai déposée servira à juger des événements qui ont amené la situation actuelle. L'évolution se fait d'après les données fondamentales que j'ai indiquées. Quatrièmement, le ministre du Revenu national, que j'ai consulté, m'a certifié que l'édition fait partie de son étude des placements étrangers au Canada.

M. Rowland: Monsieur l'Orateur, le ministre étudie-t-il également la possibilité d'aider les éditeurs canadiens à établir une édition du livre aux États-Unis, pour leur faciliter l'accès à ce marché?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'ai communiqué ce matin avec le secrétaire d'État à Chicoutimi, et j'ai dit tout ce qu'on m'a autorisé à dire.

* * *

LA POLLUTION

LES INSTALLATIONS D'ÉPURATION À LA CHURCHILL FOREST INDUSTRIES

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Pêches et des Forêts. En réponse à une question posée le 27 janvier au sujet de l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour lutter contre la pollution par l'entreprise de la Churchill Forest Industries à Le Pas au Manitoba, et de l'inquiétude qu'en éprouvait le ministre, il a répondu qu'il devait rencontrer le ministre provincial intéressé la semaine suivante. Cet entretien a-t-il eu lieu?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts) Monsieur l'Orateur, j'ai eu une longue conversation téléphonique avec l'honorable René Toupin et ses conseillers. Il y a également eu échange de lettres à ce sujet. Nous lui avons fait part des nouvelles normes en voie d'établissement, de concert avec les provinces, qui s'appliqueraient dans le cas de la nouvelle usine de papier Kraft dans le nord du Manitoba.

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, le ministre est-il au courant de la grande inquiétude qu'inspire au service de la faune du Manitoba la médiocrité apparente des liaisons entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial?

L'hon. M. Davis: Monsieur l'Orateur, des discussions ont eu lieu entre des représentants de mon ministère et des représentants de plusieurs ministères du Manitoba, au sujet de la pollution du Nord de la province.